

La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme sur la croissance économique de l'Afrique subsaharienne. 6 avril 20230407



Dans un rapport rendu officielle le mercredi 5 avril 2023, la Banque mondiale estime que la croissance de l'Afrique subsaharienne reste faible, la région pourrait mieux valoriser ses ressources naturelles en période de forte demande liée à la transition énergétique

Selon le rapport, la croissance en Afrique subsaharienne reste faible, tirée vers le bas par l'incertitude de l'économie mondiale, la sous-performance des plus grandes économies du continent, une inflation élevée et une forte décélération de la croissance de l'investissement.

La croissance économique en Afrique subsaharienne devrait ralentir, passant de 3,6 % en 2022 à 3,1 % en 2023, selon la dernière édition de l'Africa's Pulse, la mise à jour économique d'avril 2023 de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne. L'activité économique en Afrique du Sud devrait encore s'affaiblir en 2023 (0,5 % de croissance annuelle) en raison de l'aggravation de la crise énergétique, tandis que la reprise de la croissance au Nigéria pour 2023 (2,8 %) demeure fragile, la production de pétrole restant modérée. « La faiblesse de la croissance, combinée aux vulnérabilités de la dette et à une croissance morose des investissements, risque de faire perdre une décennie à la réduction de la pauvreté», a déclaré Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique. Pour lui, les décideurs politiques doivent redoubler d'efforts pour freiner l'inflation, stimuler la mobilisation des ressources intérieures et adopter des réformes favorables à la croissance, tout en continuant à aider les ménages les plus pauvres à faire face à l'augmentation du coût de la vie.

Les risques de surendettement restent élevés, 22 pays de la région présentant un risque élevé de surendettement extérieur ou étant en situation de surendettement en décembre 2022. La croissance des investissements en Afrique subsaharienne est passée de 6,8 % en 2010-2013 à 1,6 % en 2021, avec un ralentissement plus marqué en Afrique de l'Est et australe qu'en Afrique de l'Ouest et du centre.

Malgré ces défis, de nombreux pays de la région font preuve de résilience face aux multiples crises. « La valorisation des richesses en ressources naturelles offre la possibilité d'améliorer la viabilité des finances publiques et de la dette des pays africains, mais le rapport met en garde contre le fait que cela ne peut se produire que si les pays adoptent des politiques adéquates et tirent les leçons des périodes d'expansion et de ralentissement économique passées», note le rapport.

Le rapport indique que les pays pourraient potentiellement plus que doubler les recettes moyennes qu'ils tirent actuellement des ressources naturelles. Capturer ces ressources fiscales sous forme de redevances et d'impôts, tout en continuant à attirer les investissements du secteur privé, nécessite des réformes et une bonne gouvernance. « Maximiser les recettes publiques tirées des ressources naturelles offrirait un double bénéfice pour les populations et la planète, en augmentant les recettes fiscales et en supprimant les subventions implicites à la production», a conclu le rapport.